

KENYA - ÉDUCATION LOW-COST

# Les écoles "en boîte"

Fondé par trois Américains, ce groupe scolaire privé conçoit l'éducation comme Starbucks ses cafés, grâce à la standardisation : une qualité constante, des prix bas et un développement à grande échelle. **Alexia Eychenne**

**P**eut-on éduquer son enfant dans le privé quand on gagne deux dollars par jour ?

Trois Américains en ont fait le pari en lançant en 2007 la Bridge International Academy, un réseau d'écoles « low-cost » au Kenya, pays qui compte un million d'enfants non scolarisés. Six ans après, 53 200 élèves usent les bancs de 134 établissements. Le premier a ouvert en 2009 dans un bidonville de Nairobi. L'école pilote s'est dupliquée dans tout le pays sur un principe inédit : une éducation standardisée. Que les salles de classe soient neuves ou vieilles, que les régions soient pauvres ou fortunées, les cours offerts sont identiques. La Bridge Academy

les élabore puis forme des enseignants kenyans à les délivrer, en suivant des instructions sur tablette. Diplômés de Harvard et du MIT (Massachusetts Institute of Technology), les fondateurs de la « BIA » se sont inspirés de Starbucks. « Notre modèle a plus à voir avec une chaîne de restauration qu'avec celui d'une école classique : délivrer une éducation de qualité grâce à sa standardisation et à une grande échelle », explique Marie Leznicki, en charge du marketing. À la place du Frappuccino, des programmes conçus par « quelques-uns des meilleurs pédagogues » kenyans et américains. Et dans le rôle du consommateur, des parents qui payent en moyenne six dollars par mois et par élève, pour une éducation garantie sans mauvaise surprise. C'est en théorie plus qu'à l'école pu-



**“Six dollars par mois et par élève, pour une éducation garantie sans mauvaise surprise.”**

blique – gratuite, même si les uniformes ou les repas ont un coût. De plus, les cours se veulent de meilleure qualité et les professeurs plus fiables. La BIA se targue d'un taux de réussite aux tests éducatifs 30 % supérieur à la moyenne nationale. Les tablettes connectées veillent à l'assiduité des enseignants et des élèves, ainsi qu'à leur rythme de progression. Et la technologie supprime des coûts de fonctionnement : les transactions – inscriptions et versement des salaires – se font par mobile. Vols et corruption sont ainsi évités, et un « manager » peut gérer seul une école. D'où des frais d'inscription réputés jusqu'à 70 % moins cher que dans les autres groupes privés. Reste à rentabiliser les coûteux investissements réalisés par Omidyar Network (fondé par le créateur de eBay), Learn

Capital et d'autres fonds privés. La création de « l'école en boîte » représente à elle seule 15 millions de dollars – avec l'élaboration des programmes, 350 heures de formation par professeur, leurs recrutements et les technologies. « La masse critique qui permettra de faire des profits est de 500 000 élèves », estime Marie Leznicki. L'école a donc des ambitions immenses : éduquer 100 000 enfants au Kenya, en Ouganda et au Nigeria d'ici fin 2014, et 10 millions dans 10 ans. Pour quel impact social ? Le groupe défend son modèle payant qui permet d'être pérenne sans dépendre de donateurs. L'ONU juge pourtant que la fin des frais de scolarité dans le public, mise en place en 2003, a permis d'éduquer 1,3

million de nouveaux écoliers kenyans. « Un tel système privé peut répondre à la demande d'une partie de la population qui scolarise déjà ses enfants, mais six dollars semblent trop pour les familles les plus pauvres », nuance Thomas Poirier, chercheur associé à l'Institut de recherche sur l'éducation (Iredu). « Une entreprise étrangère qui s'installe dans ce type de pays, même avec des intentions louables, ne risque-t-elle pas de fragiliser un peu plus le public en se développant en marge de lui ? », s'interroge-t-il. Marie Leznicki reconnaît « qu'aucune ONG ni aucun gouvernement n'aurait les moyens de faire les choses aussi vite que la Bridge Academy ». Le groupe assume sa volonté de former de futures élites, capables de partager plus tard son propre objectif : « construire un monde meilleur ». 